

TLEMCCEN

Les cadres de l'ex-ENTC attendent depuis 20 ans leurs actes de propriété

Ils sont une vingtaine de cadres de l'ex-ENTC à attendre la régularisation de la situation de leurs lots de terrain, et ce, depuis 1993.

Ces lots de terrain, rappelons-le, sont des enclaves situées à l'intérieur de la cité des Roses, qui est une annexe du projet d'un complexe téléphonique lancé en 1976 réalisé par le groupe espagnol Dragados Y Construcciones. En 1993, des cadres qui n'ont pas pu bénéficier de logements ont été destinataires d'une décision d'affectation d'enclaves à bâtir. Aujourd'hui, la situation de ces lots reste encore confuse et les pro-

priétaires interpellent le PDG de l'entreprise afin de relancer le processus de régularisation auprès des autorités compétentes de la wilaya. Les intéressés se sont acquittés de tous les frais, y compris celui du permis de construire, mais attendent toujours les actes de propriété pour entamer la construction de leurs logements conformément à la loi.

Cette garantie est loin d'être acquise et c'est ce qui inquiète les ex-cadres de l'ENTC dont la plupart ne sont plus en fonction. La question qui reste posée : comment peut-on faire payer les frais du permis de construire aux bénéficiaires et attendre plus de 18 ans sans qu'on leur délivre un acte de

propriété ? Cette situation paraît plus que douteuse aujourd'hui, d'autant plus que beaucoup de choses ont changé. En effet, l'ENTC, ce géant des télécommunications, n'existe plus et son statut a pratiquement changé. La cession de ces enclaves était-elle une arnaque ? Sinon, comment expliquer cette attente qui dure depuis 1992.

Si pour des milliers de travailleurs le rêve industriel s'est évaporé en 1980 (plus de 2 000 travailleurs on été contraints au départ volontaire) les propriétaires des enclaves de la cité des Roses à Imama, dans la commune de Mansourah, ne sont pas au bout de leur peine.

M. Zenasni

LES 96 LSP DE L'APC DE SKIKDA

Un projet qui tarde à voir le jour

Six ans après, les 96 postulants des logements sociaux participatifs de l'APC de Skikda attendent toujours le lancement du projet à la cité des 500-Logements. L'étude est finalisée, le choix de l'assiette est fixé et la liste des postulants a été déjà ficelée et signée par le maire de Skikda durant son mandat 2002-2007, aujourd'hui en prison.

Initialement pris en charge par l'APC de Skikda, sur décision de feu Ferhat Ghennai, les travaux de terrassement n'ont jamais été lancés, même après le décès de ce dernier le 1^{er} octobre 2010. Selon une déclaration qu'il nous a faite à l'époque, «l'APC devait s'impliquer par deux actions. La première concerne deux volets : la mise à la disposition de l'agence foncière d'un terrain situé à la cité des 500-Logements, derrière les 40 logements de la commune, et le lancement des travaux de terrassement. Ces deux opérations auront à amortir le coup du projet, ce dont tireront profit les postulants. La deuxième action consiste à porter un nouveau droit de regard sur la liste, une révision s'impose s'il a été confirmé que des personnes auraient bénéficié de logements ou d'autres formules d'aide à la construction. Pour cela, il leur sera demandé de fournir un certificat négatif. Et contrairement aux allégations, personne ne sera exclu au motif d'avoir un faible revenu, car la loi permet même aux chômeurs de postuler pour un LSP. Pour le vice-président communal chargé de l'urbanisme, «notre engagement de décaper le terrain a été compromis lorsqu'aucune entente n'a été trouvée avec l'agence foncière. En effet, lors d'une séance de travail, une demande nous a été faite par le représentant de celle-ci, celle de procéder également aux travaux de déblaiement, opération nécessitant de lourds camions, engins dont est démunie l'APC. Depuis, le projet accu-

se un retard considérable». Deux entreprises se sont relayées sans résultats probants. Une troisième a remporté le marché il y a un mois sans qu'elle entame les travaux. Pourtant, selon les déclarations du directeur de l'agence foncière, Dehili Chérif, «selon les prévisions, les travaux de réalisation des 96 logements seront lancés en juillet 2010, les deux premiers trimestres de l'année étant réservés à l'établissement du permis de construire, du lancement de l'étude et de l'appel d'offres. Le terrain présente un relief accidenté qui nécessitera la construction d'un mur de soutènement». En réponse aux retards qu'accusent les travaux, notre interlocuteur précise : «Le problème réside dans la difficulté de trouver des entreprises de réalisation. D'ailleurs, ce n'est qu'au troisième appel d'offres, les deux premiers étant infructueux, que l'entreprise a été désignée ; le chantier sera installé incessamment. Au sujet des listes des bénéficiaires, elles seront transmises pour enquête à la Caisse nationale du logement.» Une rétrospective s'impose. Les choses se sont précipitées en 2009 à la faveur de plusieurs facteurs. Le projet a été remis sur le tapis, et ce, suite à la désapprobation de la tutelle communale et le transfert du dossier de l'AADL à l'agence foncière de la wilaya. Motif avancé : la vente par l'APC de deux lots de terrain d'une superficie de 3 908,65 m² à la briqueterie ouest au profit de l'AADL est une opération jugée étrangère aux attributions com-

munes, mais plutôt celles de l'agence foncière de la wilaya de Skikda. Le montant qui a été versé à la caisse communale, de l'ordre de 2 736 050 DA, devra être restitué à l'agence AADL. Un projet de délibération adopté par l'APC, lors de la session extraordinaire du 5 novembre 2009, a officialisé toutes ces actions, 4 ans après. Ce qui a mis aussi fin à la convention qui liait depuis des années, d'une part, l'AADL, et de l'autre, le comité des œuvres sociales de l'APC et la coopérative immobilière Nasr. Une séance de travail, maintes fois reportée, s'est tenue en décembre 2009, à l'hôtel de ville, regroupant le P/APC, le directeur de l'agence foncière de la wilaya de Skikda, le vice-président chargé de l'urbanisme, le président du syndicat des travailleurs de la commune, le président du comité des œuvres sociales, le secrétaire général de l'APC et le président de la coopérative, un employé de la mairie. A l'ordre du jour, la définition du rôle de chacun dans la réalisation de ce projet et les démarches entreprises par chacune des parties prenantes. «Je ne veux pas entendre parler de coopérative,

mais de programme LSP au profit des employés de la mairie. Mon vis-à-vis dans ce programme est uniquement l'APC, qui est représentée par le maire», a tenu à clarifier, à cette époque, le directeur de l'agence foncière de la wilaya. Quand on sait que beaucoup parmi les bénéficiaires, au maigre salaire, se sont sacrifiés pour pouvoir s'acquitter des 350 000 DA, en mai 2010, au titre de l'apport initial, tout cela en mettant de côté leur projet de mariage, on peut imaginer facilement leur désarroi. «J'ai 40 ans et je suis toujours célibataire. Vous savez pourquoi ? Je n'ai pas un toit. Quand j'ai postulé pour un appartement dans le cadre de cette coopérative immobilière, j'avais 35 ans. L'espoir s'effiloche au fil des ans», se lamente un «futur» acquéreur. «Je suis marié depuis trois ans. Je perçois un salaire de 10 220 DA, en tant que contractuel. L'attente ayant trop duré, j'étais obligé de louer un appartement au niveau d'un lotissement sur les hauteurs de la ville à 8 000 DA le mois. C'est dire le dur vécu subi», renchérit un vacataire au sein de l'APC de Skikda.

Zaid Zoheir

TIARET

28 élèves admis aux UMC suite à l'inhalation de gaz brûlés

Près de 30 élèves d'une école primaire à Karmane, dans la périphérie de Tiaret, ont été évacués, dimanche vers 8h50, à l'hôpital Youcef-Damardji après avoir inhalé des gaz brûlés, a-t-on appris auprès de la Protection civile. Ces derniers suivaient normalement leurs cours à l'école Meslem-Sahraoui lorsqu'ils se sont soudainement plaints de vertiges. Peu de temps après leur admission au niveau des UMC où ils ont été pris en charge, tous les enfants ont regagné leur domicile, nous dit-on. A noter que les risques d'asphyxie aux gaz brûlés restent omniprésents durant la saison hivernale connue par l'utilisation de divers appareils de chauffage malgré le lancement de campagne de sensibilisation contre ce phénomène.

M. B.

IL ACCUSE L'EX-AMBASSADEUR DU DANEMARK D'AVOIR KIDNAPPÉ SON FILS

Ahmed Hammadi entame une grève de la faim

Ahmed Hammadi a entamé, hier, une grève de la faim face à la Maison de la presse Tahar-Djaout pour dénoncer le kidnapping de son fils Rayan Hammadi.

Un acte commis, selon Ahmed, par l'ex-ambassadeur du Danemark à Alger. «Mon fils a été embarqué de force le 8 février 2008 dans un véhicule de l'ambassade du Danemark. J'ai saisi toute la justice et les services

de sécurité mais je n'ai toujours pas eu gain de cause. Aujourd'hui, j'ai décidé d'entamer une grève de la faim illimitée pour dénoncer l'acte commis par ce diplomate et dénoncer aussi l'attitude des responsables algériens. Que doit-on penser d'un Etat qui est incapable de protéger la vie de nos enfants?», a précisé Ahmed.

L'homme a tenu à rapporter les propos que lui a tenus le nouveau directeur général

des affaires consulaires du ministère des Affaires étrangères : «Ce responsable voulait savoir si j'avais la nationalité danoise. Lorsque j'ai répondu par l'affirmative, il m'a conseillé de saisir la justice du Danemark car, selon lui, je n'avais aucune chance d'obtenir gain de cause en Algérie.

En fait, plus rien ne m'étonne car je suis confronté à ce genre d'attitude depuis le kidnapping de mon fils.»

Tarek Hafid

17 ANS APRÈS L'ASSASSINAT DE KATIA BENGANA PAR LES

HORDES ISLAMISTES

À MEFTAH

La Municipalité de Villefontaine

en France dédie une rue à ce symbole qui a défié l'ogre intégriste

Le 28 février 1994 a été assassinée à la fleur de l'âge Bengana Katia, jeune fille de Meftah, par les hordes islamistes pour avoir refusé de porter le voile islamique. Dix-sept ans après cette fatidique date du 28 février 1994, soit l'âge qu'avait exactement la jeune Katia, au moment de son horrible assassinat, alors que rien ne lui a encore été dédié, ici même, dans son pays l'Algérie, en tant que symbole qui a défié l'ogre intégriste, c'est de l'autre côté de la Méditerranée, plus précisément à Villefontaine en France, que les édiles de cette ville s'apprêtent à lui rendre un vibrant hommage et à travers elle, à toutes les victimes du terrorisme en Algérie.

Dans un courrier adressé au père de Katia par l'intermédiaire du militant démocrate Hadjal Mustapha, le maire de Villefontaine a informé ce dernier du «souhait de donner le nom d'une rue de notre centre-ville à Katia, en mémoire des victimes des événements survenus en Algérie. Une correspondance dont une copie nous a été transmise par Mustapha Hadjal, qui envisage pour sa part la création d'une fondation dédiée à cette martyre de l'intégrisme religieux.

«Dix-sept ans, rien n'a changé pour nous. Notre douleur est restée entière. Cette blessure qui ne veut pas se cicatriser et qui saigne toujours parce que infectée et refermée sans être désinfectée en liaison avec cette honteuse réconciliation pour la paix qui a vu ces monstres et leurs complices au sein du pouvoir s'en sortir avec les honneurs et être récompensés en conséquence pour service rendu. Voilà tout le désastre d'un scénario concocté de longue date pour instrumentaliser la religion, uniquement pour se maintenir au pouvoir ou pour y accéder.

Et tout cela en pertes et profits pour nous, les familles victimes, et ce, tant que justice ne nous ait pas encore été rendue. L'Etat nous a abandonnés. L'Etat a failli à son devoir qui est celui de nous protéger, de nous rendre justice, et également, de nous prendre en charge pour préjudice subi. Hélas, il n'en est rien de tout cela pour nous. Nous sommes livrés à nous-mêmes.

Aucune aide de la part de l'Etat. Notre situation sociale et financière, suite la perte cruelle de nos parents assassinés, est des plus désastreuses à ce jour. Aujourd'hui, nous vivons dans la précarité. Nous sommes au seuil de la mendicité et de la misère, monsieur le maire (...). L'Etat a préféré venir en aide à ceux qui ont endeuillé l'Algérie.

Tout leur a été concédé, des privilèges en quelque sorte pour service rendu», écrivait, dans une longue lettre, Mohand Rachid Bengana, père de Katia, au maire de Villefontaine, lui exprimant sa reconnaissance pour «votre sensibilité, votre geste et votre acte combien grandiose et émouvant, pour ma famille en particulier, ainsi que pour toutes les familles victimes de l'intégrisme religieux en général».

Tout en informant les autorités municipales de Villefontaine de ne pas pouvoir assister aux festivités commémoratives pour cause de certaines contraintes «d'ordre personnel», le père de Katia affirme avoir délégué son ami Hadjal Mustapha pour le représenter à l'occasion de cet hommage à sa chère fille Katia.

A. Kersani